

Le réformisme socialiste de Laïdi Zaki

date : 01/10/ 2004

Dans un article du 1er octobre 2004 paru dans *Libération*, Laïdi Zaki cherchait comment à gauche réinvestir dans une critique sociale du capitalisme.

Enseignant à Sciences-Po, éditeur d'études paraissant dans les *Cahiers de la fondation Jaurès*, cet auteur est caractéristique du capital-socialisme qu'il appelle un réformisme adapté à la critique sociale du capitalisme.

Il faut convenir que le grand problème des études politiques se trouve dans la consommation irrépressible d'étiquettes qui sont comme autant de marques de fabrique dans ce supermarché des idéologies qu'on voudrait nous faire passer pour un forum de débats intellectuels de haute volée.

Si l'on veut être clair sans être pléthorique, il faut référer à des notions que tous connaissent, même si elles recouvrent des valeurs sur lesquelles le débat justement devrait porter. Et c'est justement là où se situe le problème essentiel du débat politique contemporain quand il porte sur le domaine des idées ou des valeurs. Laissons pourtant de côté les étiquettes de Monsieur Zaki.

Zaki envisage le débat politique dans le cadre d'une opposition entre une « droite » et une « gauche ». Or, rien n'est plus contraire à la réalité des faits politiques qu'une telle opposition.

Cette opposition défaille aussi bien dans l'arène politique réelle, réservée aux hommes politiques patentés et à leurs « haut-parleurs » que constituent les médias, que dans l'arène politique idéologique, arène dans laquelle s'ébattent les cabris futurs hommes politiques, et autres penseurs en chambre dont l'auteur de ces lignes reconnaît volontiers qu'il fait partie.

Zaki reconnaît que le réformisme qualifie aussi bien un mouvement de « droite » qu'un mouvement de « gauche ». Notre auteur était donc tout près de reconnaître la réalité des systèmes politiques des uns et des autres. Malheureusement, Zaki croit savoir que le réformisme ancien tentait, par une forte régulation étatique, de rétablir un rapport de force entre capitalistes et salariés, aujourd'hui à nouveau troublé.

Et bien entendu, Zaki découvre aujourd'hui que « nous nous trouvons dans une nouvelle phase du capitalisme où les rapports de force entre capital et travail est beaucoup plus déséquilibré au profit du capital. »

Zaki refuse lui aussi de s'interroger sur le fait que les forces politiques au pouvoir étatique et qui, dans l'analyse de Zaki devaient ou tentaient de rétablir ce fameux équilibre jaurèssien, ont été identiquement de « droite » avec Jacques Chirac, et de « gauche » avec Lionel Jospin.

Bien entendu, Zaki écarte le dilemme du « tous pourris » par les effets problématiques de la mondialisation financière. Mais cette dernière est aussi bien soutenue par les uns que par les autres. Or, même si le montant de la capitalisation boursière paraît exceptionnellement élevée, Zaki ne parvient pas à démontrer que cette mondialisation financière ne serait pas le fait des Etats eux mêmes. Pourtant, on ne peut prétendre à une opposition entre capital et travail si on affirme comme Zarki que la mondialisation financière est le fait de fonds de pension.

Aussi, Zaki affirme : « être réformiste dans le cadre d'un capitalisme mondialisé et non stabilisé consiste à rechercher un compromis social dans un sens qui cesse de défavoriser le travail au profit du capital. »

L'idée que des systèmes de régulation pourraient maintenir un équilibre est tout simplement une utopie. En effet, il est bien connu que les systèmes qui admettent un état stable sous l'action d'une régulation ne peuvent pas dépasser un certain degré de complexité. Aussi, notre connaissance des systèmes réguliers devrait nous conduire à l'idée que, seuls des systèmes présentant un degré modéré de complexité peuvent admettre une régulation.

Tout à l'opposé, la mondialisation conduit à une complexification du système économique et partant, du système politique. Que cette mondialisation soit d'abord financière ne devrait pas non plus aveugler les analystes sur le fait que la mondialisations'applique aussi dans beaucoup d'autres domaines et le premier d'entre eux sur celui des transports et donc des mouvements de population.

Il est particulièrement réjouissant de constater que Zaki imagine échapper à la polarisation politique en rapatriant son « réformisme » dans le corps du socialisme étatiste le plus éhonté. Appeler à son secours le « blairisme » qui aurait cours en Angleterre quand ce dernier est une simple mutation du « thatchérisme », ne doit pas cacher que le « réformisme » de Zaki est simplement dans l'esprit de son auteur un mouvement d'adaptation à une réalité qui lui échappe.

Cette réalité, il est pourtant simple de l'identifier si l'on renonce à la regarder avec les lunettes déformantes des idéologies qui s'imposent à cause de la perversion de l'enseignement et de la culture aujourd'hui.

L'Histoire Contemporaine à l'échelle de plusieurs centaines d'années nous enseigne que les sociétés produisent des individus dont la volonté de puissance les entraîne à dominer de plus en plus de structures favorables à leurs instincts primitifs.

Consciente de l'existence de cet instinct, la culture occidentale s'était construite sur la base d'une infusion de l'esprit de l'Évangile propagé par le christianisme, aujourd'hui vilipendé quand il n'est pas pervers.

Or, le mouvement qui s'établit avec la renaissance, au XIV^e siècle en Italie et au XV^e en France, conduit peu à peu les sociétés chrétiennes à renoncer à l'infusion de l'esprit de l'Évangile d'autant plus qu'elles prétendaient retourner à une perception plus radicale, plus pure, de celui-ci.

Pire encore, le mouvement de mondialisation que nous décrivons comme résultant d'un instinct primitif, paroxystique chez les hommes politiques, a pu se confondre et profiter dans l'ombre, du mouvement caractéristique du christianisme qui porte le nom de « catholicisme ». La mondialisation s'est bien entendue entièrement affranchie de tout lien avec le catholicisme. Mais il faut reconnaître tout d'abord qu'historiquement le mouvement de mondialisation s'est associé avec le mouvement du catholicisme dont il a largement profité. Il est ensuite possible de reconnaître leur relatif isomorphisme.

Certains pourront s'exaspérer d'un discours qui doit leur paraître « passéiste ». Malheureusement, ils n'ont entendu encore qu'une analyse de l'histoire passée.

Il y a bien longtemps déjà que le christianisme n'est plus qu'une teinture même dans les endroits que certains imaginent pourtant encore avec le filtre déformant de l'anticléricisme.

Le résultat est très clairement celui de sociétés agrégées les unes aux autres dans des haines, largement responsables des déséquilibres que Zaki croit reconnaître dans une fausse opposition entre capital et travail.

Ce sont des instincts primitifs qui ne sont plus maîtrisés par aucune culture ni religion et qui se donnent libre cours chez un nombre réduit d'individus, mais investis du pouvoir réel, qui sont responsables d'une divergence de l'humanité qui devrait la conduire dans un temps de barbarie inégalée en corps.

Nos critiques trouveront nos propos bien « philosophiques », et même sûrement pour les plus marxiste d'entre eux, « métaphysiques ». Ils n'ont pas bien entendu. Ce sont bien des instincts primitifs qui sont à la source du mal contemporain. Et, rien n'est plus matériel et pratique que la considération d'un instinct, primitif particulièrement.

Existe-t-il une solution ?

La réponse est : non. Il existe deux solutions.

Dans la première solution, les individus primo instinctifs parviennent à transporter les sociétés humaines dans un tel niveau de barbarie que ces sociétés se détruiront dans des luttes et des catastrophes sociales, induites par ces instincts primitifs. Il n'est pas exclu que, à brève échéance, la riche Europe ne bascule dans une famine épouvantable. Les puissants qui gouvernent cette Europe parviendront facilement à ce résultat en poursuivant les politiques agricoles dites communes qu'ils mènent depuis cinquante ans.

Sur les ruines pourra renaître une autre civilisation peut-être. Dans tous les cas, les déséquilibres de Zaki auront disparus.

Dans la seconde solution, pour des raisons que nous ignorons encore, des individus primo instinctifs, correctement éduqués et dans le même temps exaspérés par la domination de leurs congénères perdus dans leur perversion, prendront le pouvoir et rétabliront alors une transformation radicale des sociétés dans lesquelles nous vivons.

Cette transformation radicale pourrait tout à fait se dénommer « révolution ». Mais une telle révolution mettra aux prises un nombre extraordinairement élevé de tendances ennemies. S'il s'agit d'une révolution à base religieuse, il est facile de prévoir qu'il existera plus d'une dizaine de tendances qui s'affronteront. S'il s'agit d'une révolution à base culturelle, ce nombre sera bien plus élevé et le résultat encore plus incertain.

Bien entendu, Zaki est un penseur sérieux payé par l'Etat à cette tâche littéralement cléricale. Il devrait se méfier de la vieille diatribe de Julien Benda qui pourrait reprendre du service à son service.

On note quand même le caractère partisan du raisonnement de M. Zaki. Référent comme il le fait à l'équité pour contrôler l'équilibre qu'il voit entre capital et travail, peut-être à la suite du calviniste John Rawls, fait peut-être très "distingué". Mais, cette référence à la justice a toujours été la cause des camps de concentration.

De même, sa référence à une "Europe sociale" révèle tout simplement que, comme de nombreux socialistes français et allemands, il voit encore dans les organes de la communauté de Bruxelles une extension communautaire de l'Etat jacobin. Robespierre pour les uns, Bismarck pour les autres, voilà les figures indépassables de la démocratie du réformisme.

Bien entendu, nous savons tous que le recours au dirigisme de l'Etat, surtout quand il se fonde sur le jacobinisme, ne fera qu'accélérer la descente aux enfers.

Enfin, la réflexion de Zaki, partie de la critique d'un réformisme ancien, opposé à la "révolution" comme Jaurès à Guesdes, et qui tente de corriger les déséquilibres entre

le travail et le capital par l'intervention de l'Etat, parvient au rêve d'un réformisme qui corrigera les déséquilibres entre le travail et le capital grâce à ... l'Europe !

Ce n'est plus le désespoir de Kierkegaard. C'est l'absurde Marcel.

=====